

ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES POPULATIONS*

La Méditerranée est aujourd'hui placée devant une série de défis stratégiques majeurs, dont la sécurité alimentaire quantitative et qualitative n'est pas le moindre. Puisque la variable démographique s'impose comme un déterminant essentiel, soulignons l'importance de l'enjeu de nourrir une population qui aura triplé entre 1960 et 2020. Cette population va exercer une pression accrue sur des ressources naturelles fragiles au Nord, mais encore plus dans un Sud menacé par une vulnérabilité sociale et civile. Au Nord et à l'Est de la Méditerranée, on cultive aujourd'hui 319 hectares pour 1 000 habitants, 177 hectares pour 1 000 habitants au Sud (Allaya, 2006), et ces surfaces vont en diminuant. Nourrir toujours plus de monde avec une alimentation de meilleure qualité, telle est l'équation à résoudre pour assurer la sécurité alimentaire de la région.

Le pari est à relever dans un contexte d'urbanisation croissante des sociétés ouvertes sur la mondialisation, où les mœurs évoluent généralement plus vite qu'en milieu rural, avec une émancipation progressive de la femme, des structures familiales en pleine recomposition et de nouveaux comportements sociaux, comme le désir de consommer et d'accéder à la modernité pour s'aligner sur certains standards occidentaux. Depuis quelques années, la parabole et la publicité, conjuguées à la hausse du pouvoir d'achat, font du citadin sud-méditerranéen un consommateur avide.

Quelques indicateurs agro-économiques de première importance peuvent compléter ce cadrage général. Sur le plan quantitatif, et pour mettre un terme à une idée reçue, peu de pays méditerranéens sont en réalité déficitaires en niveau global de production par rapport aux besoins énergétiques des populations. Le déficit commercial tant dénoncé est pour l'essentiel lié aux besoins alimentaires du bétail. Seuls Malte, l'Algérie, la Jordanie et le Liban sont dans une situation de déficits alimentaires humains affirmés, mais cela ne les empêche pas de mener des politiques d'exportations alimentaires actives ! Le problème quantitatif est donc en voie de résolution. Pourtant, le nombre de sous-alimentés continue encore de progresser, du fait du maintien de poches de pauvreté, d'une concentration des richesses ou d'une marginalisation de populations mal intégrées dans un système socio-économique libéral.

* - Ce chapitre a été rédigé sur la base de documents élaborés par Martine Padilla (Ciheam-IAM Montpellier).

Au-delà de cette problématique quantitative, la qualité de l'alimentation est une préoccupation grandissante. Alors que le modèle crétois de consommation est reconnu par l'Organisation mondiale de la santé et distingué comme l'un des plus beaux patrimoines du Bassin méditerranéen, les pays méditerranéens s'en détachent toujours davantage. La mutation alimentaire est un phénomène universel qui accompagne le développement économique et l'urbanisation. Progressive au Nord et brutale au Sud, elle s'est traduite par une dérive de la qualité alimentaire dont l'accroissement de l'obésité dans les populations est l'un des indicateurs les plus convaincants. Une réelle réflexion sur l'alimentation moderne est à conduire (mais nous n'en avons pas encore les clés), car l'on constate que la pandémie alimentaire est surtout visible dans les grands centres urbains et dans les petites villes rurales très investies dans le tourisme, alors que dans les petites villes traditionnelles et en milieu rural, on observe moins de surpoids malgré la richesse de la ration alimentaire.

Dans ce contexte, l'avenir de la zone méditerranéenne se joue autour de quatre défis incontournables pour créer une situation plus favorable à la sécurité alimentaire dans ses différentes dimensions : penser le développement en intégrant la composante « durabilité » au double sens écologique et nutritionnel du terme ; concilier la modernité et la tradition, composante essentielle dans une région à forte identité culturelle ; penser au marché local avant de se vouer au marché international ; réfléchir, au nord comme au sud de la Méditerranée, à la cohérence entre les politiques sectorielles pour la sécurité alimentaire et la santé.

Penser le développement en intégrant la durabilité écologique et la santé

Intensifier la production tout en préservant la diversité biologique

Étant donné la progression de la population, l'intensification de l'agriculture au Sud semble incontournable pour préserver un certain niveau d'autonomie. Au Nord, la production agricole est résolument tournée vers le mode intensif qui conduit à la sélection des variétés dites les plus rentables et adaptées aux filières de production aujourd'hui industrialisées, tertiariées et rurbanisées. La progression nécessaire de la production agricole et son orientation ne devraient pas se faire au détriment de la diversité génétique, condition de la préservation du potentiel futur des productions végétales et animales adaptées. Rappelons que la région méditerranéenne ne représente que 6 % des territoires du monde mais rassemble 10 % du capital végétal connu. L'intensité et la diversité de la faune et de la flore de cette zone sont telles que les préserver est un devoir. Dans la configuration actuelle, au Nord comme au Sud, les filières de production atteignent leurs limites car elles sont souvent destructrices du milieu. Le défi qui leur est assigné est de faire des choix raisonnés qui préservent les ressources naturelles.

Il devient indispensable de penser un mode de production et une organisation des marchés limitant les pertes en énergie alimentaire très dispendieuses tout au long du système agro-alimentaire. Au nord de la Méditerranée, il faut aujourd'hui produire 10 calories finales pour une seule dans la bouche du consommateur et 10 calories d'énergie

fossile nécessaires aux différentes opérations du système alimentaire. La mondialisation du commerce, en multipliant les transports de denrées et les coûts dits « absurdes » (terme consacré par les économistes de l'environnement), induit des externalités négatives. En Angleterre, le transport des aliments représente 30 milliards de kilomètres en 2002 et l'émission de 19 millions de tonnes de dioxyde de carbone (Pretty *et al.*, 2005). La grande distribution alimentaire très présente au Nord, par son fonctionnement en grands centres de regroupement des produits puis de diffusion sur tout le territoire, contribue aussi fortement à la consommation d'énergie et aux rejets de CO₂. Les niveaux de pollution sont ainsi équivalents pour des fruits et légumes cultivés en serre régulée et pour des fruits et légumes transportés par avion. En France, 30 % des émissions de gaz sont liées à l'alimentation (choix de production), et 22 % aux transports routiers (un tiers concernent les aliments) (Jancovici, 2006). Les pays du Sud suivent la même voie quand ils devraient d'ores et déjà s'inscrire dans une politique agricole et alimentaire écologique.

Les efforts s'adressent donc à tous les acteurs de la chaîne alimentaire mais aussi aux consommateurs. Pourquoi ne pas émettre des recommandations nutritionnelles assorties d'un guide des choix alimentaires qui privilégieraient la saisonnalité, la proximité, les aliments économes en ressources naturelles... ? On sait par exemple qu'un consommateur « occidental » a une emprise sur l'eau de 4 000 litres par jour contre 1 500 litres pour un consommateur végétarien (FAO, 2003). La quantité d'eau virtuelle utilisée varie fortement selon les aliments : 15 000 litres sont nécessaires pour 1 kilo de bœuf, 1 500 litres pour 1 kilo de céréales, 1 000 litres pour 1 kilo d'agrumes ou 1 kilo de légumes secs, 150 litres pour 1 kilo de tomates. N'est-il pas temps de prendre en compte cette « eau utilisée » dans les décisions de production et de commercialisation des produits alimentaires, sachant que la ressource hydrique se raréfie dans plusieurs pays méditerranéens ?

Un système alimentaire respectueux de la santé

Les conditions de vie modernes incitent à l'utilisation de produits transformés qui font gagner du temps de préparation. Toutefois, les procédés technologiques de transformation imposés tout au long de la chaîne alimentaire ne sont pas sans conséquences sur la qualité organoleptique et nutritionnelle des produits. Si une attention forte a été portée à leurs aspects sanitaires au cours des décennies passées, le respect des nutriments a rarement été au cœur des réflexions et des décisions. Les conditions de récolte, de stockage, de traitement, de procédés de transformation, de mode de distribution ont des conséquences sur la qualité sensorielle et nutritionnelle des aliments. Les effets sont plutôt favorables si les conditions de traitement sont douces et bien maîtrisées (hautes pressions, champs électriques pulsés, cuissons sous vide) (Jeannequin *et al.*, 2005). Les pertes nutritionnelles peuvent être importantes et accompagnées de composés néoformés toxiques dans des conditions de traitement sévères (températures élevées, pH extrêmes, traitements de séparation, extraction, purification, etc.) (Besançon, 2001).

Pourquoi dès lors ne pas pousser les professionnels à s'engager à respecter une charte qualité qui préserve les nutriments tout au long de la chaîne alimentaire, à l'instar du Programme national nutrition santé en France ? Pour optimiser les apports nutritionnels de la population, une évolution de l'ensemble du marché doit être recherchée avec des voies de progrès multiples : sélection végétale ou animale, travail sur les modes d'élevage, nutrition animale ou techniques culturelles au stade de la production agricole ;

amélioration de la formulation des produits composés, création par l'industrie de nouveaux produits d'intérêt nutritionnel dans toutes les gammes de produits; réduction de la taille des portions; amélioration des recettes et des menus dans la restauration et les métiers de bouche; marketing, publicité, présentation à la vente tenant compte des caractéristiques nutritionnelles des produits pour orienter les consommateurs vers des choix favorables à la santé, etc. Une démarche concertée entre les acteurs serait parallèlement nécessaire: outre les pouvoirs publics, des organisations professionnelles et interprofessionnelles du secteur alimentaire, plusieurs entreprises, des organisations de consommateurs, des scientifiques spécialisés en nutrition, en technologie alimentaire et en économie doivent contribuer à accompagner positivement ces engagements.

L'Espagne demande que la diète méditerranéenne soit inscrite à l'Unesco

Lors du Conseil des ministres de l'Agriculture de l'Union européenne, tenu à Bruxelles les 16 et 17 juillet 2007, Elena Espinosa, ministre espagnole de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, a incité ses pairs à défendre une proposition espagnole consistant à inscrire auprès de l'Unesco la diète méditerranéenne au patrimoine culturel immatériel de l'humanité. La ministre a précisé que son pays souhaiterait la mise en place d'une stratégie commune entre, d'une part, les pays représentatifs du régime alimentaire méditerranéen et, d'autre part, tous ceux qui voudraient protéger ce modèle. L'Espagne s'est beaucoup investie dans ce projet depuis plusieurs années. Elle est en effet persuadée que cette reconnaissance permettra une meilleure visibilité internationale des bienfaits de la diète méditerranéenne par rapport à la santé humaine. Cette initiative a pour but de souligner l'importance du régime alimentaire aux plans culturel, social, territorial, environnemental et économique.

Concilier modernisation et traditions dans les relations entre acteurs

Adapter les industries et les normes aux contextes locaux

Longtemps les produits de grande consommation, fabriqués localement, ont bénéficié d'une protection, en contrepartie des emplois créés dans le cadre d'une politique auto-centrée, entraînant l'absence d'un cadre concurrentiel stimulant. Habitues à une telle politique d'accompagnement et de soutien, les entreprises prennent difficilement l'initiative de changer l'organisation du travail, de créer, d'innover, de déléguer des responsabilités et de responsabiliser cadres et employés. Par ailleurs, l'accès à des marchés particuliers, tel celui de l'UE, donne encore plus d'importance que par le passé aux normes et aux procédures de certification de conformité. La stratégie est claire: les entreprises se trouvent face à un marché européen très convoité en raison de sa prospérité, du bon niveau de pouvoir d'achat des populations et d'une qualité de vie enviable. Ce marché pourrait être à la portée des entreprises du Sud. Au Maghreb, 70 % des transactions commerciales se font déjà avec l'UE. Des programmes de mise à niveau y sont initiés pour permettre aux entreprises d'entreprendre les adaptations nécessaires, d'investir dans l'immatériel et d'entrer dans la bataille de la concurrence. Le nombre très limité d'entreprises certifiées démontre que les firmes nationales qui adoptent des normes internationales sont avant tout motivées par l'accès aux marchés internationaux et

l'acquisition des critères de compétitivité de ces derniers. Les investissements qu'elles effectuent pour la mise en place des systèmes de qualité augmentent leurs coûts de production alors que le positionnement de leurs produits sur le haut de gamme entraîne des prix élevés sur les marchés intérieurs.

Même s'il est beaucoup question de la normalisation et de la recherche de la qualité, une grande marge existe entre les souhaits affichés par les autorités publiques et la réalité de l'engagement des entreprises dans ce processus. Les produits industrialisés sont comparativement très chers par rapport aux produits artisanaux. L'introduction d'un coût supplémentaire requis par la normalisation ne pourra qu'aggraver les écarts. Les produits méditerranéens typiques risquent de fait d'être éliminés du marché ou détournés de leur valeur actuelle. La technologie est en effet un facteur limitant pour l'appropriation des savoir-faire traditionnels par l'industrie qui, par ailleurs, a les moyens financiers d'assurer le marketing de ces produits. La valorisation des produits locaux traditionnels par les IAA peut leur donner un avantage inégalé sur les marchés nationaux et internationaux. La Turquie, à cet égard, a su transmettre la tradition dans l'industrie locale dont les produits sont distribués dans les grandes chaînes présentes dans le pays comme Migros et Metro.

Plutôt que de se jeter aveuglément dans la course à la normalisation « occidentale », les pays méditerranéens devraient songer à organiser l'échange des informations et négocier avec les grandes puissances des normalisations adaptées. Sur le plan du marché intérieur, une normalisation adaptée serait moins coûteuse et plus respectueuse des spécificités des produits traditionnels. Une table de négociations internationale pourrait s'ouvrir sur le minimum requis en termes de normes sanitaires sur la base de données scientifiques, en dehors de toute considération de protection économique, et surtout sur la garantie d'une certaine stabilité de ces exigences. L'évolution permanente de ces normes non tarifaires rend la conformation impossible au Sud.

L'EFSA en Europe depuis 2002

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) est la pierre angulaire de l'Union européenne pour l'évaluation des risques relatifs à la sécurité des aliments destinés aux hommes et aux animaux. Elle rend des avis scientifiques indépendants sur toutes les questions ayant un impact direct ou indirect sur la sécurité alimentaire (y compris la santé et le bien-être des animaux et la protection des plantes). L'EFSA est également consultée en matière de nutrition en relation avec la législation communautaire. Elle émet, de manière transparente et ouverte à l'intention du public, des communications sur toutes les questions relevant de ses attributions. Les évaluations réalisées par l'EFSA fournissent aux gestionnaires des risques (institutions européennes responsables politiquement, à savoir la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil) des bases scientifiques solides pour définir des mesures réglementaires ou législatives à orientation politique nécessaires à la garantie d'un niveau élevé de protection des consommateurs en matière de sécurité des aliments.

Promouvoir une distribution alimentaire adaptée au contexte

La grande distribution est établie dans un rapport de force avec l'industrie dans les pays nord-méditerranéens où elle impose souvent ses contraintes. Nouvellement installée dans les pays sud-méditerranéens, elle risque de créer une industrie locale à deux vitesses en bousculant les pratiques industrielles de ceux qui ont décidé de collaborer. Les

répercussions sur toute la chaîne alimentaire seraient d'autant plus importantes que la grande distribution, Carrefour en tête, s'est engagée à proposer au client des produits locaux pour l'essentiel.

La grande distribution s'appuie sur une industrie normalisée, une logistique organisée, des approvisionnements importants en volume et réguliers. Autant d'efforts que tous les industriels ne sont pas prêts à consentir par indifférence et en raison du coût de l'investissement direct et en capital humain que cela induit. Une simple transposition de ce modèle européen au Sud ne serait-elle pas une erreur fatale sur le plan économique et sociétal ? La grande distribution reste inaccessible à la grande majorité de la population et, par son ostentation, peut exacerber les sentiments d'iniquité. La normalisation s'assortit certes de bienfaits sanitaires, mais si elle est généralisée, elle impliquerait la disparition du secteur de distribution traditionnel garant de l'emploi, de la diversité des goûts et des savoir-faire. La structuration des relations sociales en réseaux est forte, les relations de confiance entre clients et commerçants sont essentielles. Comment le consommateur va-t-il vivre cette transformation ? Déjà des chaînes comme Marjane au Maroc ou Touta en Tunisie l'ont comprises et se déploient plutôt sous forme de supérettes de quartier. L'occasion se présente peut-être de penser une nouvelle forme de distribution qui puise dans la modernité tous les éléments positifs tout en restant adaptée aux conditions socioculturelles locales.

Rendre compatible l'informel avec les systèmes économiques formels

L'économie informelle est présente aussi bien dans les régions rurales que dans les zones urbaines, dans l'agriculture, le secteur industriel, le commerce et les services, dans les activités économiques traditionnelles comme dans les activités émergentes fondées sur la connaissance. Dans certains pays, la majeure partie de la population est tributaire de cette économie informelle, moteur vital de leur développement : « elle a été l'honneur des pauvres, la réponse des exclus à l'exode rural massif, aux vagues de licenciements dues aux privatisations, aux politiques de rigueur impulsées par les gouvernements » (Llena, 2001). Les activités qui prennent part à l'approvisionnement et à la distribution alimentaires dans les villes répondent à une dynamique urbaine endogène : le secteur alimentaire informel s'adapte à la diversité de la demande urbaine et, plus généralement, à l'évolution des contextes socio-économiques des villes. Parallèlement, il est lui-même porteur de dynamique, en tant que source de revenus pour les ménages qui y sont impliqués.

En période de crise économique, la baisse du pouvoir d'achat mais aussi les difficultés d'emploi dans le secteur formel favorisent son développement. Le secteur alimentaire informel contribue à la distribution de vivres à coûts réduits et fournit un emploi et des revenus à certains ménages en difficulté, leur donnant ainsi accès à des biens et à des services alimentaires marchands (Hugon et Kervarec, 2001). L'alimentation de rue et la vente d'aliments frais ont permis de répondre aux problèmes liés à l'éloignement du lieu de travail par rapport au lieu de résidence (pour les femmes en particulier). Des plats préparés sont proposés à proximité des usines, des bureaux et des écoles, évitant le trajet jusqu'à la maison en milieu de journée. Les points de vente se sont multipliés sur les routes très fréquentées vers les marchés, à proximité des stations de taxi et de bus. Loin de constituer une anomalie sociale, le secteur informel, en tant que réponse

aux conditions de vie urbaine et aux difficultés d'approvisionnement et de distribution alimentaire, doit donc être mieux connu et accompagné dans ses mutations sur le plan institutionnel, technologique, financier et organisationnel.

L'économie informelle régit la vie quotidienne d'une majorité toujours plus importante de travailleurs. Aucune loi de la nature n'a condamné ces individus à la pauvreté et au désespoir. Aucune loi humaine ne stipule que la grande inégalité dans la répartition des biens doit se perpétuer. Garantir une protection par une législation nationale du travail, une couverture sociale, l'éducation, la formation, des conditions de travail décentes et la satisfaction des besoins élémentaires ne sont pas des objectifs à long terme à réaliser par les générations futures, mais plutôt des normes minimales que la société civile, comme les gouvernements et les organisations internationales, devrait s'approprier dès maintenant.

Ce secteur informel n'a de cesse de croître, et toute stratégie de développement, pour être viable, doit l'intégrer et prendre en compte ses formes multiples : certaines activités productives de biens (comme l'artisanat), les commerces et les services, dispensés aux catégories faiblement solvables de la population, doivent être soutenus ; celles en revanche qui ont un impact négatif sur l'économie et la société doivent être combattues (contrebande, diverses formes de trafic, etc.). L'économie informelle a également des singularités, sources d'avantages comparatifs, tels que l'absence ou l'allègement de la charge fiscale, la faiblesse des coûts de la main-d'œuvre (non-respect du code du travail) et assez souvent la non-localisation (activités ambulantes et à domicile). Les priver de ces avantages, c'est sûrement entraîner leur faillite. Enfin, la stratégie de développement de cette économie doit privilégier, dans une approche de court terme, les considérations sociales par rapport à la logique économique. L'objectif est d'aider ces activités à évoluer progressivement vers la petite et moyenne entreprise et à s'articuler au plan fonctionnel au tissu économique moderne. Leur assurer de la formation, un accès au crédit, les convaincre des avantages liés à l'emploi et à l'entreprise pourraient créer les voies d'une certaine régularisation.

Penser au marché local tout en s'intégrant au marché international

Un marché des produits méditerranéens à construire

Les arguments qui plaident en faveur d'une identification et d'une préservation du patrimoine alimentaire méditerranéen sont nombreux. Des vertus thérapeutiques et de prévention sont reconnues aux aliments qui constituent la ration alimentaire méditerranéenne, mais également aux combinaisons d'aliments et à la façon de les consommer. Identifier et valoriser ce patrimoine à l'aide de signes de qualité (appellation d'origine contrôlée, indication géographique protégée, agriculture biologique ou autres labellisations) constitue une piste intéressante pour faire face à la standardisation alimentaire et récupérer la valeur ajoutée que les grandes entreprises internationales ne manquent pas de s'approprier en jouant sur l'image positive du triptyque alimentation méditerranéenne-santé-naturalité.

Les produits attachés à un territoire relèvent du registre culturel que les actions de normalisation ont du mal à gérer. Peut-on en effet unifier et protéger sans appauvrir ? Que

recouvre l'ancrage historique de ces productions et comment le prouver, surtout en Méditerranée, zone de forts échanges de produits, de savoir-faire, de culture ? La valeur historique, le lien au lieu, les caractéristiques techniques, les variantes d'un même produit : tels sont les points que les acteurs doivent considérer pour entamer une démarche de protection. Malgré leur bien-fondé, ces mesures de protection peuvent créer aussi de l'exclusion et conduire à une désappropriation du nom, à un appauvrissement de la diversité, selon les modalités de leur mise en œuvre. Réglementation de l'origine et signes de qualité semblent faire bon ménage, tandis que AOC, IGP, Label rouge, Label méditerranéen et Certification de conformité ne sont pas interchangeables. Un débat demeure : faut-il défendre l'origine de la matière première ou défendre l'origine du savoir-faire ?

Si le produit d'origine méditerranéenne, donc le territoire, est privilégié, un marché formidable s'ouvre, et la tentation est grande d'intensifier la production pour créer de la richesse au prix d'un épuisement des ressources locales en terre et en eau. On sait par ailleurs qu'une trop forte intensification altère la qualité intrinsèque des produits (sélection adverse). Si c'est l'authenticité des aliments qui est considérée, les industriels et les artisans méditerranéens doivent rapidement s'organiser pour protéger par des brevets et des labels les savoir-faire, les recettes des produits spécifiques. Les multinationales de l'agro-alimentaire, à l'affût de niches de marché pour accroître leur chiffre d'affaires, utilisent en effet l'image méditerranéenne pour créer un marché et s'approprient les recettes typiques de ces régions.

Informer et éduquer le consommateur méditerranéen

L'organisation de défense des consommateurs veille à l'information, à la sensibilisation et à l'éducation, attire l'attention des décideurs sur les situations observées ou potentielles, ou sur les appréhensions du public, et contribue à faire prendre des mesures d'apaisement, de vérification et/ou de prévention. Le consommateur méditerranéen étant peu formé et peu informé sur les bienfaits et les méfaits des produits, en particulier les produits industriels, il convient de promouvoir une réelle éducation et de soutenir les associations de consommateurs qui travaillent à l'émergence d'une conscience citoyenne indispensable à des choix raisonnés. Certaines associations commencent à apparaître au Sud, mais elles sont souvent très liées au pouvoir politique et donc peu crédibles.

Slow Food

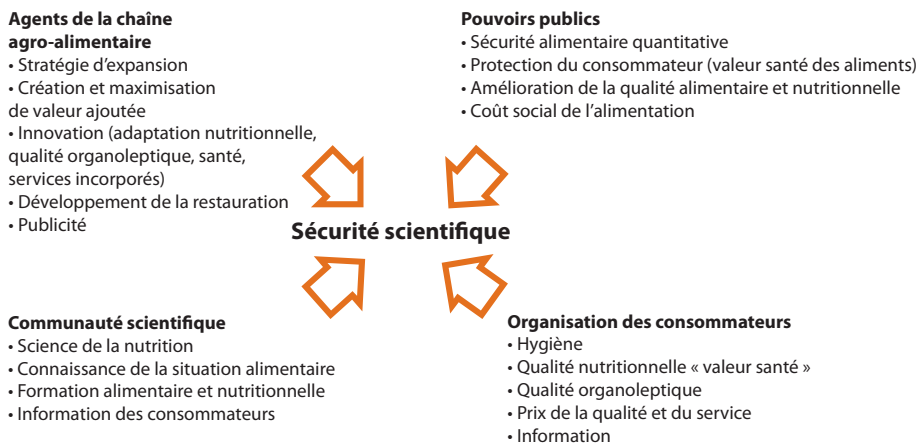
Association fondée en 1989 par Carlo Petrini, Slow Food est un mouvement international qui s'est développé en réaction aux effets dégradants de la culture fast-food et à la standardisation des goûts alimentaires. Slow Food valorise les effets bénéfiques de la consommation volontaire d'aliments locaux, à travers des programmes d'éducation au goût et d'un travail de sauvegarde des traditions culinaires. Forte de 80 000 membres répartis dans une cinquantaine de pays, l'association aide par ailleurs les producteurs de produits de qualité et encourage les initiatives de solidarité dans le domaine alimentaire, dans un souci croissant de responsabilité environnementale.

Penser des politiques sectorielles intégrant nutrition et santé

Une politique agricole cohérente avec la sécurité alimentaire

La politique agricole, les prix, comme les politiques alimentaires de subventions des produits qui ont prévalu durant quelques décennies au Sud, ont été pensés et décidés dans un but de sécurité alimentaire quantitative, indépendamment d'une réflexion sur leur bien-fondé dans une perspective qualitative. Les céréales raffinées, les farines blanches, les huiles de mélange importées, les sucres ont ainsi été souvent privilégiés dans les systèmes nationaux de subventions aux produits. La satisfaction quantitative d'une grande partie de la population a pu être assurée, mais au détriment d'objectifs nutritionnels et de santé publique qui aujourd'hui s'imposent. Il faut repenser les soutiens publics et les prix de certains produits comme les fruits et légumes, les légumineuses, les poissons, pour en favoriser l'accès à tous (nouvelle politique de subventions? aides à l'investissement? recommandations nutritionnelles?). Pour ce faire, les différents protagonistes doivent travailler ensemble et se concerter pour agir en fonction de leur rôle respectif (cf. figure 1).

Figure 1 - Forces sociales contribuant à la sécurité alimentaire



Dans cette perspective, un des défis consistera à garantir une éthique et une responsabilité citoyenne dans les modes de production et de distribution ainsi que dans les campagnes marketing, notamment par la publicité. Même si celle-ci en est encore à ses prémices dans les PSEM, elle inonde depuis peu les villes urbaines littoralisées de plus en plus branchées sur les standards de consommation occidentaux. Sans contrôle, la publicité peut concourir à aggraver l'insécurité alimentaire. À l'inverse, si elle est orientée vers une démarche de santé publique, elle peut contribuer à rétablir certaines pratiques alimentaires, notamment par la promotion de produits de qualité.

Quelques scénarios prospectifs

Sur la base de ce diagnostic et des enjeux et des défis à surmonter pour atteindre la sécurité alimentaire quantitative et qualitative, quelles sont les variables clés et leurs évolutions? Des futurs possibles très contrastés correspondant à différents schémas de sociétés peuvent être dessinés¹. Les moyens d'y parvenir passent par une série d'actions sur des variables majeures dont on donnera quelques éléments clés.

Les variables clés et leurs évolutions

Sélectionner et classer les variables motrices de la sécurité alimentaire quantitative et qualitative reste un exercice délicat car elles sont très nombreuses et leur hiérarchisation est intimement liée au contexte. En ce qui concerne la sécurité alimentaire quantitative, si la pression de la population est particulièrement criante en Égypte, c'est plutôt l'insuffisance de la production qui prédomine en Algérie, l'insécurité civile et politique au Liban, la pauvreté au Maroc et en Égypte, et la marginalisation/exclusion de certaines populations au Nord. Si le pouvoir d'achat ainsi que les modes de vie et les comportements alimentaires sont des problèmes récurrents et généralisés pour atteindre la sécurité alimentaire qualitative, les modes d'industrialisation, les conditions de production et de logistique sont plus en cause au nord de la Méditerranée, tandis que les modèles culturels, la formation du consommateur et celle du producteur sont plus impliqués au sud. Pour chacune des variables, des hypothèses ont été formulées, comme autant d'options d'interventions possibles et alternatives. Elles ne sont pas exclusives l'une de l'autre car certaines se révèlent plus pertinentes vis-à-vis de certains territoires que d'autres. Leur formulation requiert une bonne connaissance du domaine et des contextes nationaux, d'où la nécessité d'une réflexion entre experts.

Les variables de la sécurité alimentaire quantitative

- *La pression de la population.* La transition démographique étant globalement achevée au Nord et largement amorcée au Sud, la pression de la population ne s'exercerait que localement et selon des niveaux d'intensité variables. Les perspectives démographiques à l'échelle de 2020 sont relativement connues avec de faibles niveaux d'incertitude. L'hypothèse peut ainsi être faite d'une forte croissance de la population dans les campagnes égyptiennes et dans les grandes villes sud-méditerranéennes car l'exode rural est encore vivace. On parie sur le maintien d'une croissance démographique globalement soutenue dans les pays du Sud et dans les campagnes du Proche-Orient. Il y aurait un *statu quo* démographique dans les pays du Nord et les campagnes du Maghreb. Des villes petites ou moyennes continueraient à apparaître dans les campagnes, phénomène déjà largement amorcé au Nord comme au Sud, couplé avec une intense littoralisation.

¹ - Cette démarche prospective s'est déroulée en quatre étapes, à travers une série de réunions de travail entre experts de la question. Tout d'abord, une identification des principales variables exerçant une influence sur la sécurité alimentaire quantitative et sur la sécurité alimentaire qualitative a été réalisée. Ensuite, collectivement, des hypothèses d'évolution contrastée ont été élaborées de sorte à construire dans un troisième temps plusieurs grands scénarios pour explorer les futurs possibles. Dans une quatrième étape, ces démarches ont été vérifiées et mises en évidence à l'aide du logiciel informatique Ideos, pour ainsi proposer des leviers d'action et des voies à suivre sur la question de la sécurité alimentaire en Méditerranée.

- *La pauvreté.* Les hypothèses sur l'avancée ou le recul de la pauvreté sont classiques : soit la paupérisation s'aggrave dans les campagnes, les villes et le péri-urbain au Sud, soit la situation actuelle se maintient avec une pauvreté toujours importante dans les campagnes et une paupérisation urbaine qui s'accélère, soit enfin, la pauvreté, à l'inverse, recule nettement.
- *L'insuffisance structurelle de la production.* Cette variable est liée à cinq hypothèses non exclusives les unes des autres. L'insuffisance de la production peut être due à un désintérêt des travailleurs vis-à-vis de la profession agricole, métier difficile, souvent peu adapté à une vie moderne et à ses loisirs, déconsidéré sur le plan social. L'urbanisation rampante qui capte les meilleurs sols à vocation agricole peut également être cause d'abandon. Elle peut être causée par des conditions climatiques et pédologiques défavorables aggravées par la suractivité humaine qui engendre un stress environnemental (eau, désertification, changement climatique). Par ailleurs, la zone méditerranéenne n'est pas exempte de conflits et troubles intérieurs qui peuvent handicaper l'activité agricole. Le marché national ou international des denrées agricoles n'est pas jugé suffisamment porteur pour justifier des investissements techniques nécessaires à l'intensification. Ou encore, les structures foncières trop exiguës ne permettent pas l'adoption du progrès technique.
- *Les systèmes de distribution.* Même si la production nationale est globalement suffisante, des dysfonctionnements au niveau des systèmes de distribution des denrées agricoles ou alimentaires peuvent entraîner des risques d'insécurité locales ou régionales. Nous émettons trois hypothèses : une amélioration des infrastructures routières, du parc automobiles et de la chaîne de froid ; l'émergence de petits marchés fermiers de vente directe surtout dans les pays du Nord, favorisant les circuits courts et répondant aux attentes de consommateurs épris de tradition et de fraîcheur des produits ; une chaîne de distribution qui se complexifie au désavantage des producteurs et des consommateurs et qui provoque une hausse des prix.
- *Les choix de politiques publiques.* Les choix de sociétés sont visibles au travers des politiques publiques qui sont déterminantes quant aux options de développement et de priorités agricoles. Soit le libéralisme et le marché international continuent d'être considérés comme la panacée, auquel cas l'exportation agricole et alimentaire est favorisée. Soit les gouvernements, dont l'espérance placée dans l'intégration mondiale est déçue, prennent conscience de la nécessité du retour vers un certain protectionnisme pour une autonomie alimentaire. Soit, ils privilégient leur marché national et entreprennent la mise en œuvre de politiques efficaces de développement rural (multifonctionnalité et modernisation).
- *La capacité à compenser les insuffisances de disponibilités.* La sécurité alimentaire du pays dépend largement de sa capacité d'achat internationale s'il est déficitaire en produits agricoles et alimentaires. La question reste d'actualité pour quelques pays du Sud. Par conséquent, soit cette capacité d'achat internationale progresse grâce à la rente pétrolière ou aux alliances commerciales, soit elle se dégrade et le niveau de la dette internationale continue de croître, mettant, comme par le passé, gravement en danger les achats de biens alimentaires.

- *La sécurité civile et la stabilité politique.* Ce thème a longtemps joué en défaveur des pays sud-méditerranéens, notamment sur le plan des investissements étrangers, en raison du risque encouru. Quatre hypothèses peuvent être émises : une déstabilisation interne ou régionale liée essentiellement à la montée des tensions politiques et communautaires et d'un intégrisme religieux ; des troubles politiques qui limitent toujours les investissements (comme au Liban par exemple) ; une stabilité politique qui pourrait être favorable sauf si le régime est répressif et entraîne des rigidités administratives et une frilosité des acteurs économiques ; un retour de la confiance et de l'esprit d'entreprise.

Les variables de la sécurité alimentaire qualitative

- *Modifications des modes de vie et comportements alimentaires.* Le système alimentaire est aujourd'hui structuré en fonction des demandes des consommateurs, très clairement au Nord, de plus en plus fortement au Sud. Leurs comportements sont donc au centre des transformations futures des systèmes. L'homme vit en société et l'alimentation est un vecteur de l'identité sociale et culturelle. L'imitation à l'intérieur d'une société et entre les sociétés est un fait reconnu qui permet la diffusion d'un mode de consommation où les « dominés » imitent les « dominants ». Quelle peut être l'alimentation dominante de demain ? Soit on observe un mouvement international d'imitation de l'alimentation méditerranéenne traditionnelle et la diffusion d'une culture « Slow Food » qui prône la qualité, l'identité, la naturalité des aliments, dans un contexte de convivialité et de partage de valeurs, mais cela réclame un pouvoir d'achat élevé. Soit la mondialisation véhicule l'image dominante de l'alimentation des pays « occidentaux », et les conditions économiques locales permettent d'y accéder. On assisterait alors à un recul de l'alimentation méditerranéenne. Soit, la modernité des conditions de vie et le désir de s'approprier l'image du dominant aidant, l'alimentation se radicalise vers la recherche d'économie de temps et les fast-foods fleurissent. Soit il y a un retour vers une alimentation raisonnable ou raisonnée selon qu'il s'accomplit sous la contrainte économique ou par la volonté éclairée des consommateurs et des autorités publiques. Le système a alors la capacité de gérer la glocalisation (combinaison équilibrée entre le global et le local) de l'alimentation. Une ultime possibilité serait une modernité exacerbée de notre alimentation avec un fort attachement aux alicaments modernes et industriels.
- *Modèles culturels.* Parmi les forces sociales susceptibles d'influencer le mode de consommation dominant dans une société, on trouve les acteurs publics, ceux de la chaîne de production, de transformation et de distribution, les associations de consommateurs, les scientifiques. Selon leur poids respectif dans la décision, et selon l'image véhiculée de la norme sociétale, la façon d'aborder l'aliment diffèrera. La consommation dominante d'une population dépend du jeu d'acteurs de la société qui véhiculent des messages associés à un idéal de consommation. Les scientifiques diffusent de la connaissance au fur et à mesure de leurs recherches et expertises, et peuvent influencer les consommateurs et les pouvoirs publics dans leurs orientations politiques et réglementaires. Les associations de consommateurs, représentants de la société civile, veillent à la formation et à l'information du consommateur ainsi qu'à l'application des règles de sécurité des aliments. Les pouvoirs publics ont un devoir de protection

des consommateurs qu'ils remplissent par la réglementation sur la qualité et l'information et par des contrôles sanitaires. Ils peuvent soutenir un certain mode de consommation par une politique alimentaire (recommandations, subventions ou taxations aux produits, etc., comme au Maghreb) ou une politique nutritionnelle (recommandations, pressions sur les lobbies comme en Espagne et maintenant en France). Les agents de la chaîne agro-alimentaire (entreprises de transformation, distributeurs, restaurateurs) ont quant à eux des stratégies claires d'expansion de leur part de marché et de création de valeur ajoutée à des fins économiques. Ils tentent d'influencer les choix du consommateur par la publicité, la séduction ou leur adaptation. Plusieurs évolutions sociétales sont possibles. S'alimenter peut être considéré comme une fonction secondaire, nécessaire à la vie, mais non empreinte d'identité et de culture : c'est l'insouciance alimentaire. *A contrario*, on peut concevoir une très forte implication des consommateurs, qui orientent leurs choix vers des aliments sains, durables, équitables : c'est la responsabilisation alimentaire. Une autre hypothèse est celle de l'acculturation alimentaire : les consommateurs n'ont pas d'exigence identitaire et sont ouverts à toute exploration. N'étant pas uniformes dans leurs quêtes, ils sont en droit de disposer d'une large gamme de produits adaptés aux différentes circonstances de consommation : fortement identitaires et en grand nombre pour le ramadan, de qualité pour des repas festifs, sobres, sains et faciles d'utilisation pour le quotidien, etc. La transformation sociétale sera alors maîtrisée ou incontrôlée.

- *Pouvoir d'achat limitant l'accès aux produits favorables à la santé.* La sécurité alimentaire qualitative est fortement dépendante des capacités d'accès aux produits dits favorables à la santé, comme les fruits, les légumes, les légumineuses ou les poissons. Ces produits, à l'exception encore des légumineuses au Sud, rentrent dans la catégorie des produits onéreux, voire de luxe. Aucune politique d'incitation n'a été entreprise que ce soit au niveau des producteurs ou celui des consommateurs. Deux options sont possibles : soit une forme de subventions alimentaires est réorientée vers les produits favorables à la santé ; soit la hausse relative des prix de ces produits perdure, à l'avantage des produits industriels nutritionnellement non contrôlés.
- *Industrialisation des produits et procédés de transformation respectueux ou non de la qualité nutritionnelle.* Face à l'industrialisation croissante de l'alimentation, la qualité sanitaire et nutritionnelle des produits de l'industrie est au cœur de la sécurité alimentaire qualitative. Plusieurs hypothèses sont envisageables : soit les industriels sont convaincus de l'intérêt d'une approche nutritionnelle et révisent la qualité des denrées de base, la technologie, les divers ingrédients, suppléments et conservateurs ; soit, *a contrario*, les industries sont régies par le profit maximum sans souci des valeurs nutritionnelles des produits. Des hypothèses intermédiaires peuvent survenir comme un certain développement des technologies « douces » ou une adaptation industrialisée de certains produits traditionnels pour une production à grande échelle.
- *Cadre institutionnel réglementaire.* L'absence de normalisation et de contrôles des produits comme leur excès peuvent conduire à une insécurité qualitative. Le « laisser-faire » peut conduire à tous les abus sanitaires, des contrefaçons aux ajouts de produits non désirés. De même, l'abus de normes peut altérer les qualités intrinsèques des aliments (par exemple, la pasteurisation du lait pour des fromages traditionnels au lait

cru). Nous émettons quatre hypothèses pour l'avenir : les infrastructures de contrôle des produits sont géographiquement bien réparties et accréditées ; des normes et des standards adaptés au contexte local existent et sont respectés ; les acteurs économiques se lancent dans l'adoption de normes internationales pour soutenir la compétitivité sur le marché mondial ; les normes et réglementations restent encore à construire.

- *Posture politique vis-à-vis des produits de dumping international.* Les pays sud-méditerranéens sont fréquemment désarmés face au contrôle de la qualité des produits issus du marché international qui inondent leurs marchés. Outre le défaut d'outils techniques ou de savoir-faire, la raison – et c'est plus grave encore – tient au manque de position politique vis-à-vis de produits non désirés comme les OGM, les huiles de mélange de qualité médiocre, les viandes douteuses. Cette posture du « laisser-faire » peut se poursuivre. Par ailleurs, un pays comme l'Égypte qui bénéficie encore d'une aide alimentaire structurelle ou d'autres pouvant recevoir une aide alimentaire conjoncturelle (Algérie, Liban) n'aurait pas de droit d'opinion sur la qualité de cette aide, contrairement au principe de souveraineté alimentaire.
- *Formation, information et organisation du consommateur et du producteur.* La formation et l'information du consommateur sont déterminantes dans ses choix et ses revendications. Ici, trois hypothèses peuvent être formulées : soit les associations de défense des consommateurs deviennent autonomes, plus actives, plus organisées et capables de défendre les intérêts des consommateurs, soit les individus consommateurs-producteurs sont mieux informés et sensibilisés, soit il y a désinformation du consommateur et une impuissance à contester faute de structures et de droit.
- *Effet de l'évolution rapide de la distribution de détail.* La distribution de détail, adossée aux puissants groupes de distribution dans les pays nord-méditerranéens et aux petits détaillants de proximité pour l'essentiel dans les pays sud-méditerranéens, peut contribuer à la sécurité alimentaire qualitative. On peut aller vers une bonne gestion de la distribution pour améliorer la diversité alimentaire, d'une insertion et d'une promotion des aliments traditionnels dans les systèmes de distribution (c'est déjà le cas en Turquie). C'est faire le pari d'une alliance vertueuse entre artisans, industriels et distributeurs. Une autre évolution souhaitable serait l'intégration d'une éthique nutritionnelle dans la grande distribution plus que la recherche du profit maximum. La diffusion de la grande distribution peut également être incontrôlée. Ou dernière hypothèse exclusive ou concomitante à la poussée de la grande distribution moderne : la montée de l'informel.
- *Qualité de la logistique.* Elle est fondamentale pour préserver la qualité des denrées alimentaires. Trois options sont possibles : une sélection variétale en fonction de leur résistance aux conditions logistiques, mais au prix d'une réduction de la diversité ; l'optimisation de la logistique ; la défaillance de la chaîne logistique.

Les futurs possibles

On peut à ce stade imaginer plusieurs scénarios pour l'évolution des sociétés et de l'alimentation dans la région méditerranéenne. Construire un scénario, c'est mettre ensemble des options compatibles dans un dispositif cohérent. C'est aussi se fixer un

objectif « idéal » de double sécurité alimentaire, quantitative et qualitative. Ce stade est selon nous atteint lorsque les aliments sont disponibles, accessibles et utilisables et lorsque l'alimentation est bonne, propre et équitable (*good, clean, fair*).

L'autisme alimentaire

Ce scénario est le pire qui puisse survenir : les fondamentaux sont défavorables à la sécurité alimentaire du fait d'un désintérêt des pouvoirs publics à l'égard de l'alimentation et du bien-être des populations. Seuls dominent l'intérêt individuel, le pouvoir et l'abus de pouvoir au profit de minorités aux commandes. Dans ce type de scénario, les inégalités se creusent, et la paupérisation s'aggrave. La corruption à bien des niveaux et les intérêts individuels dominant, des conflits peuvent survenir, déstabilisant l'ordre public et les autorités. La capacité d'achat internationale se dégrade faute d'organisation et de contrôles. Les acteurs économiques manquent de confiance et évitent d'investir sauf s'ils se trouvent dans le giron des secteurs lucratifs protégés par la corruption. L'absence de priorités de gestion du développement durable conduit à un gaspillage des ressources naturelles. Les normes et standards des produits sont inexistantes ou inadaptés pour préserver la liberté anarchique et satisfaire les intérêts individuels. Dans ces conditions, les risques sanitaires et de qualité des produits sont à leur paroxysme. Le système industriel est régi par la recherche du profit maximum au détriment des consommateurs, et la distribution alimentaire se fait dans la plus grande liberté laissant toute latitude à l'informel venu combler les carences du système légal. Modernité et tradition se côtoient, voire s'affrontent, pour gagner des parts de marché. Le mode de vie, marqué par le chômage, reste porteur de fortes contraintes relatives à la gestion du temps, déstructurée par la précarité. L'acculturation alimentaire et l'abandon de l'alimentation méditerranéenne favorisent la restauration rapide de rue ou non. Dans ce scénario, la dépendance alimentaire restera probablement forte, et la probabilité de satisfaire la sécurité alimentaire quantitative et qualitative très faible.

Le diktat alimentaire ou la modernité à « tout prix »

Dans ce scénario, les pouvoirs publics se lancent dans la libéralisation et la mondialisation « sans filet de sécurité ». L'imitation des pays septentrionaux tant du point de vue agricole qu'alimentaire favorise une agriculture à deux vitesses : l'une tournée vers l'exportation avec des normes internationales imposées, l'autre survivant péniblement. Attirées par l'affairisme et la proximité de la mer en vue d'exportations, les populations se concentrent sur le littoral et dans les zones urbaines. Une frange non négligeable du milieu urbain entre dans la pauvreté ainsi que les petits agriculteurs. Le souci de la rentabilité impérieuse ne protège pas le pouvoir d'achat des travailleurs et entraîne un gaspillage des richesses biologiques locales. Survivre dans cette société individualiste et inégalitaire devient une nécessité, aussi les secteurs informels restent-ils très vivaces, voire progressent. Des poches de pauvreté et de marginalisation aiguës peuvent réclamer une aide alimentaire pour se préserver de l'insécurité civile. La corruption est possible, voire fréquente. La modernisation à tout prix crée des clivages économiques et exacerbe les recherches identitaires par la voie de la religion. On constate aussi un recul de l'alimentation méditerranéenne lié à un désengagement et à une recherche de modernité. Les pays méditerranéens dans ce cas seraient largement confrontés à une insécurité alimentaire qualitative croissante.

L'harmonieuse combinaison du local et de l'international

Ce scénario, plus positif que les précédents, s'inscrit dans une certaine stabilité politique et un réel projet de société. La planification démographique, l'amélioration du niveau d'instruction des femmes et leur entrée dans la vie active hors foyer assurent la maîtrise de la croissance de la population. Les associations de consommateurs sont libres et non politisées, et le consommateur est formé, informé et actif. La scission entre monde rural et monde urbain a cessée au profit d'un développement rural efficace et harmonieux autour de petites villes. Les filières de produits destinés à l'exportation sont normalisées. Le marché intérieur n'est pas oublié : une éthique nutritionnelle est introduite dans les industries alimentaires (technologies douces) et dans la distribution ; des marchés fermiers locaux formels ou informels valorisent les produits de qualité à un prix soutenable. Des politiques publiques actives favorisent non plus tant les produits économiquement rentables que les produits nutritionnellement intéressants. Sur le plan alimentaire, en suivant les recommandations des nutritionnistes pour un modèle « raisonnable, raisonné et sain », on constate une accélération de la consommation de céréales, de légumineuses, de fruits et légumes, une progression des dérivés du lait et du poisson et une forte baisse des viandes, de certaines matières grasses et du sucre. Nous sommes alors très proches d'un « idéal méditerranéen » similaire à celui de la Crète dans les années 1970. La pression est beaucoup moins importante sur les terres arables et cultivées dans la mesure où ce sont les produits animaux qui exercent le plus cette contrainte. Par contre, la question se pose pour les ressources halieutiques. Il est bien évidemment possible de favoriser les élevages de poissons, mais on connaît leur niveau de pollution avec les méthodes de gestion actuelles. Des recherches sur la gestion de leurs effluents sont alors nécessaires. Si la consommation de fruits et de légumes est indéniablement très favorable à la santé, elle exige des disponibilités en eau importantes pour leurs productions (à l'exception des légumes secs), et la production en serres crée des problèmes environnementaux non négligeables. Des recherches sur les moyens d'économiser de l'eau et de limiter les émissions de gaz à effet de serre dans ce type de cultures semblent incontournables. En revanche, la sécurité alimentaire des populations en termes quantitatifs et qualitatifs est mieux assurée.

La responsabilisation alimentaire pour sauver la santé publique

Dans ce scénario, le consommateur est au cœur du système et des décisions publiques. Tous les acteurs sont fortement impliqués et nouent des alliances stratégiques pour un objectif « santé et nutrition des populations ». L'économie locale est largement privilégiée. Le commerce international constitue une ouverture possible mais non prioritaire, surtout si elle se fait au détriment de la satisfaction quantitative et qualitative des populations locales. L'ensemble suppose une stabilité politique, une grande confiance de la part des acteurs économiques et un esprit entrepreneurial. Ce foisonnement d'activités fait reculer la pauvreté. Les normes sont adaptées au contexte local. Les consommateurs et les producteurs sont informés et bien formés. Le rayonnement de l'alimentation méditerranéenne et des traditions est consacré, avec une certaine modernité. La diète méditerranéenne fait même l'objet d'une réappropriation de la part des consommateurs, avec des adaptations liées au nouveau mode de vie et aux nouvelles attentes : simplification des repas, moins de graisses saturées, moins de viande, moins de sucre, diversification du répertoire culinaire avec introduction de nouveaux plats souvent

d'origine méditerranéenne. L'implication dans l'alimentation reste forte. Si la diffusion internationale de l'alimentation méditerranéenne se confirme, l'expansion du marché des produits de la région n'est pas pour autant garantie. Le marché dépend de l'appréhension de l'alimentation méditerranéenne par le consommateur.

Plusieurs options sont possibles :

- Les consommateurs sont particulièrement sensibles au territoire de la zone de production et exigent des produits d'origine méditerranéenne. Un formidable marché est certes constitué mais la tentation est alors grande d'intensifier pour créer de la richesse au prix d'un épuisement des ressources locales en terre et en eau. On sait par ailleurs qu'une trop forte intensification et une industrialisation non raisonnée de savoir-faire artisanaux altèrent la qualité intrinsèque des produits.
- Les consommateurs sont attachés à la structure de l'alimentation méditerranéenne, à la grande diversité des aliments et de leur combinaison. L'origine de la production a donc peu d'importance, et certains peuvent se lancer dans de nouvelles productions pour satisfaire la demande – c'est ainsi que les cultures d'oliviers ont prospéré aux États-Unis, en Australie et en Amérique latine. L'arboriculture de type méditerranéen peut se développer partout où les conditions climatiques le permettent. Il en est de même pour les légumineuses ou la production de légumes, même sous serres. Les élevages de poissons se multiplient. Le reste du monde peut rapidement devenir un concurrent sérieux de la région méditerranéenne.
- Les consommateurs sont sensibles à l'authenticité des produits et à leur spécificité. Les industriels et les artisans méditerranéens doivent alors rapidement s'organiser pour protéger les savoir-faire, les recettes et les produits spécifiques par des brevets et des labels.

Les voies d'action à explorer

Dans ce foisonnement de situations possibles, comment distinguer les variables leviers sur lesquelles des actions seraient nécessaires pour atteindre l'objectif de la sécurité alimentaire quantitative et qualitative ? L'approche participative et consensuelle étant ici privilégiée, nous avons utilisé un outil d'aide à la décision (Eidos®). Grâce à l'identification de toutes les relations de causalité directe entre les seize variables préalablement identifiées, prises deux à deux, cet outil effectue une analyse des influences-dépendances et examine les variables les plus actives (celles dont le changement aura un grand impact sur le système) et les plus passives (celles sur lesquelles il vaudra mieux agir directement pour ne pas être obligé de modifier un grand nombre d'autres variables influentes). Les variables les plus influentes concernent le niveau de la production agricole et alimentaire et la qualité de cette production, la pauvreté relative et les inégalités, et l'identité culturelle alimentaire. Les plus passives sont l'implication du consommateur pour la qualité de l'alimentation, la qualité des produits industriels et le pouvoir d'achat des consommateurs notamment pour les produits de qualité bienfaiteurs pour la santé. Ces variables constituent donc six domaines majeurs d'intervention, pour lesquels des hypothèses-options vont être émises, et des scénarios d'actions établis. Un scénario n'est toutefois attractif que s'il est cohérent, c'est-à-dire s'il comporte des options

compatibles. Sur cette base, cinq voies sont ici explorées pour révéler toute la dimension stratégique de la sécurité alimentaire en Méditerranée.

1) *Une politique globale et concertée pour la sécurité alimentaire, avec le consommateur au cœur du dispositif.* Cette voie exige une bonne connaissance des comportements et des préférences du consommateur local, tout en le responsabilisant dans ses choix. Il est le moteur du système de production au sens large, et ses intérêts sont pris en compte en raison du renforcement des associations de consommateurs. La production s'intensifierait grâce à l'agriculture raisonnée. Une fiscalité sélective contribuerait à l'amélioration du pouvoir d'achat, et donc à la sécurité alimentaire quantitative, et des subventions aux produits de bonne qualité permettraient de guider les choix du consommateur vers ces aliments. Enfin, une politique active d'introduction de la qualité dans le tissu industriel serait favorisée.

2) *La qualité de l'alimentation passe par l'entreprise et son engagement.* Compte tenu de la progression inéluctable de l'industrialisation de l'alimentation, la sécurité alimentaire serait favorisée par l'entreprise dorénavant dotée de vertus qualitatives. La réglementation industrielle serait ainsi renforcée, et la production d'aliments industriels à des prix adaptés à toutes les catégories de population intensifiée. Les procédures de qualité tendraient à être généralisées, et l'information sur la qualité des aliments industriels serait élargie.

3) *La valorisation des produits traditionnels comme moteur de la sécurité alimentaire.* L'ancrage culturel étant fortement identitaire, la sécurité alimentaire serait organisée autour et par les produits traditionnels. Une production raisonnée serait intensifiée, la réglementation adaptée, les produits traditionnels ou patrimoniaux industrialisés pour une plus grande diffusion à des prix accessibles. Des subventions aux produits garantis de qualité pourraient être décidées, et une aide au pouvoir d'achat des plus démunis leur permettrait l'accès à la qualité.

4) *Un engagement des acteurs à tous les stades de la chaîne alimentaire.* Dans ce scénario sont mis en avant une éthique sociale, un engagement de chaque acteur de la chaîne de production alimentaire et des mesures de protection du pouvoir d'achat des populations. Producteurs, industriels et distributeurs sont impliqués et peuvent promouvoir leurs produits de bonne qualité auprès de consommateurs sensibilisés.

5) *L'intervention publique garante de la sécurité alimentaire quantitative et qualitative.* La libéralisation des secteurs d'activité tarderait quelque peu, et la puissance publique interviendrait largement pour « imposer » une certaine conception de la sécurité alimentaire. Responsabilisation du consommateur, réglementation contraignante auprès des industriels, subventions des produits de qualité au niveau de la distribution, programmes publics d'éducation des consommateurs, aide et subventions à la consommation seraient les grandes lignes de l'intervention publique.

La sécurité alimentaire est au cœur d'un développement local harmonieux

Il faut préserver la diète méditerranéenne tout en acceptant la modernité pour favoriser la sécurité alimentaire. La sécurité qualitative demeure une question en suspens, liée aux choix des consommateurs, mais aussi à la non-implication des acteurs de la chaîne alimentaire et des pouvoirs publics. La Méditerranée présente actuellement un bilan global relativement satisfaisant sur le plan de la sécurité alimentaire quantitative mais montre en revanche une situation dégradée sur le plan de la qualité et de la sûreté alimentaire. La santé n'est pas la seule raison de consommer méditerranéen, puisque la défense des produits régionaux peut également contribuer à la durabilité environnementale et culturelle de la région, et que la promotion des productions locales sur les paysanneries de la zone aurait un impact économique. La mise en œuvre de réelles politiques plurisectorielles cohérentes semble incontournable si la sécurité alimentaire des populations devient un objectif de société en Méditerranée.

Bibliographie

Allaya (M.) (dir.), *Medagri 2006 : Annuaire des économies agricoles et alimentaires des pays méditerranéens et arabes*, Montpellier, CIHEAM-IAMM, 2006.

Besançon (P.), « Beneficial Effects of Fruits and Vegetables on Health », dans *Agropolis, Mediterranean Diet and Health, Current News and Prospects*, Paris, John Libbey, 2001.

FAO, 2003 (ftp://ftp.fao.org/agl/aglw/docs/aquastat_f.pdf).

Hugon (Ph.) et Kervarec (F.), *Les Politiques municipales d'appui au commerce informel alimentaire : l'enjeu de l'approvisionnement alimentaire des villes dans les pays en développement et le rôle des commerçants*, FAO, 2001.

Jancovici (J. M.), *Combien de gaz à effet de serre dans votre assiette?*, dernière version mars 2006 (www.manicore.com/documentation/serre/assiette.html).

Jeannequin (B.), Dosba (F.) et Amiot-Carlin (M. J.), *Un point sur les filières fruits et légumes : Caractéristiques et principaux enjeux*, Paris, INRA, 2005.

Llena (C.), *Stratégies d'acteurs de l'économie populaire dans le développement économique et social : le cas de la ville de Cochabamba en Bolivie*, Master of Sciences, IAM Montpellier, 2001.

Pretty (J. N.), Ball (A. S.), Lang (T.) et Morison (J. I. L.), « Farm Costs and Food Miles : An Assessment of the Full Cost of the UK Weekly Food Basket », *Food Policy*, 30 (1), février 2005, p. 1-19.



2008

*Medi*TERRA

LES FUTURS AGRICOLES ET
ALIMENTAIRES EN MÉDITERRANÉE



SciencesPo.
Les Presses



CIHEAM

Table DES MATIÈRES

PRÉFACE	11
----------------	-----------

LES CONTRIBUTEURS	13
--------------------------	-----------

ABRÉVIATIONS ET SIGLES	15
-------------------------------	-----------

INTRODUCTION	19
---------------------	-----------

• Construire l'avenir	19
• Géopolitique de la Méditerranée	20
• Les espaces de coopération en Méditerranée	26

1 DIAGNOSTICS

de la situation agricole et agro-alimentaire en Méditerranée	29
--	----

> CHAPITRE 1

Le contexte sociodémographique	31
---------------------------------------	-----------

• Les dynamiques démographiques en Méditerranée	32
• La Méditerranée devant ses futurs	40
• Quelles évolutions sociodémographiques probables ?	49

> CHAPITRE 2

Le contexte géo-économique	57
-----------------------------------	-----------

• Les dynamiques économiques en Méditerranée	58
• Évolution et place de l'agriculture dans l'économie méditerranéenne	75

> CHAPITRE 3

Les ressources naturelles	97
----------------------------------	-----------

• Dérèglement climatique en Méditerranée	97
• Les sols, une ressource convoitée	101
• L'eau, un or bleu ?	105

- La forêt, un patrimoine menacé 111
- Énergies : une nouvelle donne 113
- Les limites sont atteintes 116

> CHAPITRE 4

Techniques, sciences et innovation 121

- Innovation et mutations des systèmes agro-alimentaires 122
- Les systèmes de formation et de recherche dans le secteur agricole et agro-alimentaire 128
- Les TIC : aides à la convergence ou sources de fractures ? 132
- Les biotechnologies dans l'agriculture et l'alimentation 139
- Poursuivre ensemble la marche du progrès 144

> CHAPITRE 5

Alimentation et évolution de la consommation 149

- Consommation et comportements alimentaires en Méditerranée 149
- Une sécurité alimentaire quantitativement assurée mais qualitativement fragile 158
- La qualité de l'alimentation : un défi croissant 167

> CHAPITRE 6

Gouvernance des mondes ruraux et agricoles 173

- L'action des États méditerranéens pour l'agriculture et le monde rural 174
- L'émergence des acteurs locaux dans la gouvernance rurale 184
- La question environnementale au cœur de la coopération méditerranéenne 188
- Réalités et perspectives contrastées pour le monde rural en Méditerranée 191

DU DIAGNOSTIC

aux chantiers prioritaires 197

- Le contexte sociodémographique 197
- Le contexte géo-économique 198
- Les ressources naturelles 200
- Sciences, techniques et innovation 202

• Alimentation et évolution de la consommation	203
• Gouvernance des mondes agricoles et ruraux	204
• Ouvrir des chantiers	205

2 CHANTIERS

pour l'agriculture et l'agro-alimentaire en Méditerranée à l'horizon 2020	207
---	-----

> CHAPITRE 7

Produire en ménageant les ressources naturelles	209
--	-----

• Entre changements climatiques et pénurie énergétique	209
• Économiser l'eau : un enjeu vital	214
• Observer, planifier, légiférer : trois défis pour la protection des sols méditerranéens	226
• Les chemins de la bifurcation	228

> CHAPITRE 8

Assurer la sécurité alimentaire des populations	231
--	-----

• Penser le développement en intégrant la durabilité écologique et la santé	232
• Concilier modernisation et traditions dans les relations entre acteurs	234
• Penser au marché local tout en s'intégrant au marché international	237
• Penser des politiques sectorielles intégrant nutrition et santé	239
• Quelques scénarios prospectifs	240
• Les voies d'action à explorer	247
• La sécurité alimentaire est au cœur d'un développement local harmonieux	249

> CHAPITRE 9

Permettre l'offre et la mise en marché des produits agricoles	251
--	-----

• Tendances et dynamiques de l'organisation de l'offre agro-alimentaire en Méditerranée	252
• Enjeux et hypothèses de base : acteurs, leviers d'action, ressources et facteurs de blocage	265
• Scénarios pour l'offre agro-alimentaire de qualité en Méditerranée	274

> CHAPITRE 10

Élaborer des stratégies de développement pour les territoires ruraux 281

- Quelle population rurale en Méditerranée en 2020 ? 282
- Quatre déterminants de l'évolution des sociétés d'aujourd'hui 290
- Un enjeu majeur : l'approche territoriale du développement rural 293
- Quelques scénarios d'avenir pour les espaces ruraux 305

> CHAPITRE 11

Renforcer et mutualiser les capacités de formation et de recherche 309

- Nouvelles compétences et nouveaux savoir-faire 311
- Améliorer la relation formation-emploi 318
- Construire un espace euro-méditerranéen de la recherche 323
- Infuser les savoirs, promouvoir l'innovation 328
- Des futurs possibles, un avenir souhaitable 332

3 SCÉNARIOS GLOBAUX pour l'agriculture méditerranéenne 337

- L'avenir est domaine de liberté 339
- Parcourir le champ des futurs en Méditerranée 342
- L'action s'écrit au présent pour construire un futur choisi 355

PROPOSITIONS pour l'action 357

- Orientations générales 357
- Propositions techniques 359

LISTE DES DOCUMENTS 365